

Jugement N°116/20/CJ1/SII/TCC
du 03 septembre 2020

Rôle Général
BJ/TCC/2019/0565

Société MEDITERRANEAN
SHIPPING COMPANY BENIN
(MSC BENIN)
(Me Igor Cécil SACRAMENTO)

C/

Société LUMIERE ET VIE DJLO
MAHUTON
(Me Gracia ADJAGBA AMOUSSOU)

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU
SECTION II
CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU
Ministère Public : Mario Elonm METONOU
Greffier : Hervé ADOUKONOU

Débats le 16 juillet 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à
l'audience publique du 03 septembre 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

**Société MEDITERRANEAN SHIPPING
COMPANY BENIN (MSC BENIN),** Société
Anonyme de droit béninois, immatriculée au RCCM de
Cotonou sous le numéro R.C. 2006 B 1481- Agrément
portuaire n° 1395, au capital social de cinquante millions
(50.000.000) francs CFA, dont le siège social est sis à
Cotonou, zone portuaire, quartier Zongo Ehuzu, 01 BP
132 Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de son
Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualité audit
siège ;

*Assistée de Maître Igor Cécil E. SACRAMENTO, Avocat au
Barreau du Bénin ;*

DEFENDERESSE :

Société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON,
société à responsabilité limitée, immatriculée au RCCM de
Cotonou sous le N° RB/COT/17B19286, au capital
social de FCFA 1.000.000, dont le siège social est sis à

Ouidah, Adjarra Adovié, 03 BP 4182 Cotonou, prise en la personne de sa gérante, demeurant et domiciliée ès-qualité audit siège, Tel : 97 12 47 16 ;

Assistée Gracia ADJAGBA AMOUSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 28 juin 2019, la Société MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY BENIN (MSC BENIN) a attiré la Société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir sa condamnation à lui payer les sommes de :

- quatre millions quatre cent cinquante-six mille six cent quarante (4.456.640) francs CFA représentant sa créance en principal ;
- deux millions (2.000.000) FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Elle sollicite également l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la Société MSC BENIN expose qu'elle est entrée en relation d'affaires avec la société SATCO & CIE BENIN, transitaire de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que dans ce cadre, plusieurs factures ont été établies pour le compte de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL, qu'elle a réglées, à l'exception de celle n° IMINV1429318MSC en date du 19 décembre 2018 d'un montant de quatre millions quatre cent cinquante-six mille six cent quarante (4.456.640) FCFA ;

Que ce montant représente les surestaries engendrées par la détention au-delà du délai convenu des onze (11) conteneurs vides, objet du BL MSCUW1038246 qu'elle a mis à la disposition de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que les formalités d'enlèvement desdits conteneurs ont été accomplies par la société SATCO & CIE BENIN pour le compte de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que cette dernière est la destinataire des marchandises ;

Que par courrier du 29 octobre 2018, la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL l'a informée de son désengagement mais par telex release ou ordre de relâche du 19 novembre 2018, l'expéditeur a ordonné la relâche de la marchandise au profit de celle-ci ;

Que cet ordre de relâche opère remise documentaire ;

Qu'elle a fait procéder à des saisies conservatoires sur les créances de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL qui se sont révélées infructueuses ;

Que le refus de paiement auquel elle fait face lui a causé d'énormes préjudices ;

La société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL résiste à ces prétentions et développe qu'elle n'est pas débitrice de la société MSC BENIN du montant réclamé ;

Que dans le cadre de ses relations d'affaires avec la société ASSA FISH EXPORT, elle a convenu avec cette dernière de l'achat de onze (11) conteneurs de poissons "Maquereaux" en provenance d'une autre société TRADEA OFFSHORE SAL, partenaire de la société ASSA FISH EXPORT ;

Qu'une fois les conteneurs arrivés au port de Cotonou, la société ASSA FISH EXPORT, qui avait initialement

accepté de lui accorder un délai de deux mois pour le paiement du prix des marchandises, a exigé le paiement immédiat dudit prix avant de lui remettre le connaissance ;

Qu'elles n'ont pas réussi à s'accorder, de sorte qu'elle n'a jamais pris possession de la marchandise ;

Que c'est dans ce contexte qu'elle a adressé à la société MSC BENIN un courrier en date du 29 octobre 2018 par lequel elle l'informait de ce qu'elle n'est pas propriétaire des onze (11) conteneurs de poissons même si lesdits conteneurs ont été convoyés en son nom ;

Que par ledit courrier, elle a décliné toute responsabilité relativement aux frais d'électricité, de gardiennage, de stationnement et d'éventuels surestaries qu'engendreraient lesdits conteneurs jusqu'au jour où les documents originaux seront en sa possession ;

Que la société TRADEA OFFSHORE SAL lui a fait signer des actes de renonciation à la marchandise et a accompli les formalités d'enlèvement et de paiement des factures sans qu'elle n'ait été associée ;

Qu'en matière de vente commerciale, le transfert de propriété et des risques ne s'opère qu'à la livraison des marchandises ;

Que de plus, en matière de vente par mer, le transfert de propriété d'une marchandise s'opère par la remise des originaux des titres de propriété à l'acheteur ;

Qu'elle n'a jamais signé de contrat directement avec la société MSC BENIN, pas plus qu'elle ne s'est fait représenter pour accomplir une quelconque formalité ;

Que sur sommation interpellative, la société SATCO & CIE BENIN a reconnu que c'est la société TRADEA OFFSHORE SAL qui l'a requise pour l'accomplissement des formalités d'enlèvement ;

1- Sur le paiement sollicité

Attendu qu'en matière de vente maritime, les formalités d'enlèvement et les frais générés par elles sont à la charge du destinataire de la marchandise ;

Attendu qu'en l'espèce, il est constant que les marchandises contenues dans les onze (11) conteneurs objet du BL MSCUW1038246 ont été expédiées pour le compte de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Qu'il ressortit également de l'examen du courrier du 29 octobre 2018 qu'une mésintelligence s'est installée entre la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL et ses fournisseurs, les sociétés ASSA FISH EXPORT et TRADEA OFFSHORE SAL ;

Que cependant, postérieurement à cette correspondance, la société MSC BENIN a reçu le 19 novembre 2018 un telex release l'autorisant à relâcher la marchandise au profit de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que ce telex release tenant lieu de remise documentaire, la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL n'est donc pas valablement fondée à soutenir n'être pas destinataire des marchandises ;

Que la lettre de garantie adressée par la société SATCO & CIE BENIN à la société MSC BENIN de même que l'autorisation de dépotage en date du 07 décembre 2018 mentionnent que les formalités d'enlèvement sont accomplies par la société SATCO & CIE BENIN pour le compte de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que suite à la sommation interpellative du 04 mars 2020, la société SATCO & CIE BENIN, tout en déclarant avoir accompli les formalités d'enlèvement après en avoir été requis par la société TRADEA OFFSHORE SAL, a précisé que les connaissements étaient au nom de la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL ;

Que la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL se contente de soutenir que la société TRADEA OFFSHORE SAL lui a fait signer des actes de renonciation à la marchandise, sans en rapporter la preuve ;

Que ces éléments suffisent à établir que la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL est la destinataire effective desdites marchandises ;

Qu'il convient par conséquent de mettre les frais générés par les formalités d'enlèvement à sa charge ;

2- Sur les dommages-intérêts

Attendu que les dommages-intérêts ne sont accordés que s'il est établi une faute et un dommage en résultant ;

Attendu qu'en l'espèce, la société MSC BENIN fait valoir à l'appui de sa demande de dommages-intérêts que la détention prolongée des conteneurs lui a occasionné des préjudices ;

Qu'elle ne justifie cependant pas d'un préjudice distinct du retard dans le retour des conteneurs, que les surestaries sont déjà destinés à sanctionner ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de dommages-intérêts ;

3- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'exécution provisoire lorsqu'elle n'est pas de droit, peut être accordée en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que l'exécution sur minute ne peut être accordée qu'en cas de péril imminent ou d'extrême nécessité ;

Attendu que la créance réclamée est intervenue dans le cadre de prestation relative à un transport maritime où la célérité est de règle ;

Que l'absence de diligence dans le recouvrement de telles créances peut engendrer une désorganisation dans l'activité portuaire ;

Que la Société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON qui est dans une logique de dénégation peut profiter des voies de recours pour retarder l'exécution de son obligation ;

Que cette situation suffit à caractériser l'urgence nécessaire à l'exécution provisoire sollicitée ;

Qu'il y a lieu de l'ordonner dans la limite légale ;

Mais attendu que l'exécution sur minute n'est en rien justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne la société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL à payer à la société MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY BENIN (MSC BENIN) la somme de quatre millions quatre cent cinquante-six mille six cent quarante (4.456.640) FCFA au titre de sa créance ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par celle-ci ;
- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié de la condamnation pécuniaire prononcée ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne la Société LUMIERE ET VIE DJLO MAHUTON SARL aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT